

12 février 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Participation de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'émission de télévision "Sept sur sept" (TF1), Paris, Maison de la radio, dimanche 12 février 1984.

LE PRESENTATEUR.- Bonsoir. Emission exceptionnelle ce soir à 7 sur 7 puisque le Président de la République, M. François Mitterrand, a accepté l'invitation que nous lui avons lancée depuis plus d'un an.

-Monsieur le Président, merci de jouer le jeu de 7 sur 7 en commentant, à chaud et en direct, l'actualité de la semaine. Nous espérons pouvoir conserver les questions simples et l'ambiance un peu familière qui caractérisent chaque semaine cette émission. Donc, si vous le voulez bien, monsieur le Président, nous commençons, comme d'habitude, par le sommaire d'Eric Gilbert.

- QUESTION.- Bienvenue à 7 sur 7. Nous vous proposons deux reportages ce soir, en prise directe avec l'actualité de la semaine : le premier, sur les soldats français au Liban. Nous verrons avec Thierry de Scitivaux et Raymond Girard, comment ils ont dû adapter leur mission, compte tenu des événements.

-Deuxième enquête: les interrogations, les incertitudes du patron d'une PME de Dunkerque, une ville où la restructuration industrielle s'annonce rude.

- En marge du 24ème Festival de télévision de Monte Carlo, l'Institut national de l'audiovisuel a organisé un forum international sur les images entièrement fabriquées par l'ordinateur, ce que l'on appelle les nouvelles images, qui vont bientôt prendre une place importante sur les écrans. Mais, avant de voir tout cela, une première prise de contact illustrée avec le Président de la République. (Passage de film).\

QUESTION.- Avant et après, un raccourci de ce genre peut paraître artificiel. Mais les deux séquences que nous venons de voir donnent cependant l'impression qu'en devenant Président de la République, un homme franchit une sorte de frontière invisible qui aurait tendance à l'isoler un peu. Tous les portraits consacrés à François Mitterrand insistent sur ces deux soucis : garder le contact et garder aussi sa liberté de mouvement. Il y a les impératifs d'une charge qui semble de plus en plus contraignante - exemple l'emploi du temps de cette semaine : deux jours aux Pays-Bas, un après-midi au Luxembourg, trois heures à Athènes, un gros Conseil des ministres, des audiences, des rendez-vous, des réceptions - c'est le lot des chefs d'Etat modernes : leurs fonctions les condamnent à une sorte de marathon planétaire qui leur cache peut-être, du moins en apparence, certains aspects de la vie quotidienne.

- Et en plus, monsieur le Président, si vous permettez cette indiscretion, vous avez la grippe, cette semaine...

- LE PRESIDENT.- Oui, en plus, en effet, mais je la supporte.

-QUESTION.- Tout le monde s'imagine qu'un Président de la République a toujours dans sa poche un petit remède miracle pour soigner une indisposition.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais bien qu'on me l'indique !

- QUESTION.- Enfin, finalement, vous tenez le rythme et vous vous portez bien.

- LE PRESIDENT.- La semaine dernière, en Allemagne, en Hollande, au Luxembourg, il faisait un temps épouvantable et j'ai pris cela de plein fouet. J'ai peut-être été aussi imprudent dans ma façon de m'exposer. Mais cela dit, ce n'est rien du tout ! Déjà, ce soir, je me sens très bien.

Demain. ce sera encore mieux.\

QUESTION.- Monsieur le Président, des deux images que nous venons de vous présenter, il y a un instant, vous ne regrettez pas la première, celle où vous discutez librement avec des Français rencontrés sur votre chemin ?

- LE PRESIDENT.- Cela m'arrive encore ! C'était une image de Château-Chinon, je l'ai naturellement tout de suite reconnue. Je vais souvent à Château-Chinon, je vais souvent dans le Morvan, je vais souvent dans la Nièvre. Cela fait partie des départements, comme mon département d'origine, la Charente, et celui où je vis le plus souvent, les Landes, où je peux, plus aisément qu'ailleurs, retrouver des amis de longue date. Je n'ai pas, entre eux et moi, le barrage des policiers, des officiels : bref, la conversation continue comme elle avait lieu autrefois. De fait, ils me communiquent, avec beaucoup d'esprit direct, leurs impressions favorables, défavorables, ils me disent ce qu'ils pensent. Et je m'efforce presque chaque semaine d'entretenir ce type de relations.

- QUESTION.- Justement, monsieur le Président, êtes-vous véritablement satisfait de la communication entre la France et le Président de la République ? On a souvent qualifié la société française de société bloquée au niveau de l'information, et on a le sentiment que vous avez recherché à plusieurs reprises de nouveaux systèmes de communication avec les Français ?

- LE PRESIDENT.- Oui, pour ce qui est de la communication personnelle, c'est-à-dire la rue, le magasin, les amis, je n'ai pas à me plaindre. J'ai pu poursuivre, dans le -cadre de ma fonction, toute une série de contacts qui m'aident à mieux comprendre ce que les Français pensent.

- La communication avec l'ensemble des Français, c'est une affaire assez difficile, d'une part parce que je ne souhaite pas m'imposer plus qu'il ne convient et, d'autre part, parce qu'il faut bien que je m'adresse à eux, sans quoi on risque de perdre le fil. Voyez ce que j'ai fait au-cours de ces derniers mois : je suis intervenu, sur TF1 - "l'Enjeu", mi-septembre - puis sur Antenne 2 - mi-novembre, "l'Heure de vérité", c'est-à-dire les problèmes de défense nationale, de politique étrangère - et je suis là, devant vous, trois mois plus tard, pour parler de choses et autres, de ce que vous aurez choisi.

- QUESTION.- Eh bien, si vous le voulez bien, nous allons voir tout de suite ce que nous avons choisi. Première partie de l'actualité de la semaine, commentée comme d'habitude par Ghislaine Laurent, assistée de Jean-Marc Bernard.

- (passage de film).\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans un instant, nous allons voir un reportage sur les Français au Liban. Auparavant, sur cette partie de l'actualité de la semaine je crois que vous avez d'abord remarqué les manoeuvres dans les pays de l'Est, les manoeuvres en Tchécoslovaquie.

- LE PRESIDENT.- Les manoeuvres qui viennent d'avoir lieu en Tchécoslovaquie dont on a vu quelques images méritent attention, mais elles ne peuvent pas signifier une véritable rupture stratégique.

- L'Union soviétique dispose déjà d'un nombre très large de SS 20 - 250 en Europe à 3 têtes, 750 charges nucléaires - d'euromissiles qui ne peuvent aller qu'en Europe, qui ne peuvent pas traverser l'Atlantique, et à côté de cela, quelque 9000 charges nucléaires qui, elles, sont stratégiques et qui peuvent donc traverser l'Atlantique et atteindre directement l'adversaire éventuel.

- S'il y a installation d'euromissiles dans les pays comme la Tchécoslovaquie, cela ne change pas les données, et même cela risque de provoquer pour l'Union soviétique des difficultés du type de celles que les Américains `Etats-Unis` ont rencontrées quand ils ont voulu installer des euromissiles - missiles de croisière et fusées `Pershing` - dans divers pays d'Europe occidentale. Il y a là une donnée diplomatique intéressante, mais je ne considère pas qu'il y ait une donnée militaire nouvelle.\

QUESTION.- Monsieur le Président, on a noté un resserrement des dispositifs de sécurité chargés de votre protection £ est-ce que vous vous sentez plus précisément menacé depuis quelque temps ?

- LE PRESIDENT.- Ma protection à moi ? Elle est assurée par des gens dont c'est le métier, qui le font bien £ cela me laisse une certaine liberté de mouvement. Vous savez, pour se défendre du

terrorisme, qu'est-ce qu'on peut faire ? Eviter peut-être dans les habitudes quotidiennes d'offrir par trop une cible à qui désirerait s'en prendre au Chef de l'Etat au Président de la République française.

- QUESTION.- Excusez-moi, monsieur le Président, on a vraiment l'impression en ce moment que les mesures de sécurité sont tout de même beaucoup plus importantes autour de vous, autour de votre personne, comme d'ailleurs autour du président Reagan aux Etats-Unis...

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas qu'il y ait véritablement une stricte relation entre ces deux choses, mais il est vrai que depuis quatre ou cinq mois le dispositif de sécurité est plus strict. Ce n'est pas à moi de l'apprécier. Je dirai que cela m'ennuie plutôt, mais il faut aussi que je sois discipliné puisque je demande aux autres de l'être.

- QUESTION.- Cela ne correspond pas à une menace que vous sentez ce précipiter ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, non. Je n'en sais rien, mais je ne pense pas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans cette partie de l'actualité de la semaine, nous avons vu les événements du Liban, mais aussi du Tchad. Une question se pose à propos de ces deux conflits où la France est engagée : une première petite question, c'est celle de la crédibilité des opérations militaires françaises : d'abord le raid de Baalbek, dont on n'a jamais connu véritablement les résultats, ensuite la destruction du Jaguar français au Tchad. Plusieurs versions ont été fournies aux journalistes, certains commentateurs, à propos de ces deux événements, ont même parlé de désinformation.

- LE PRESIDENT.- Moi, ce que je sais vient de l'Etat-Major général des armées qui exécute les ordres qui lui sont donnés par le ministre de la défense et souvent par moi-même. Je n'ai aucune raison de douter de ce que me dit l'Etat-Major général des armées, qui est composé d'hommes estimables et qui font bien leur métier.

- Alors, que voulez-vous que je vous dise d'autre, sinon que l'objectif a été atteint et que s'il a été très malheureux qu'un avion Jaguar fût abattu au Tchad, il n'empêche que nos troupes, là-bas, occupent une position forte. Depuis le mois d'août dernier, elles ont pu tenir ces positions sans un seul incident - c'était le premier. Aussi peut-on dire que, d'une façon générale, notre dispositif était sérieux. Mais peut-être pourrais-je insister sur ces points...\

QUESTION.- Claude Cheysson ` ministre des relations extérieures ` rentre de Tripoli où il a rencontré le Colonel Kadhafi. Est-il possible de mener une négociation avec le chef de l'Etat libyen, qu'on présente un peu comme un personnage souvent instable et peu crédible ?

- LE PRESIDENT.- J'ai l'impression que c'est assez difficile mais Claude Cheysson était chargé d'aller d'abord à N'Djamena et de rencontrer Hissène Habré, puis à Djibouti, où il a rencontré le président Mengistu, qui est le Président de l'Organisation de l'unité africaine ` OUA ` et qui exerce une sorte d'arbitrage dans cette affaire du Tchad £ tout le monde lui a reconnu ce droit et ce pouvoir. Enfin, avant de revenir en France, il s'est arrêté à Tripoli, ce qui me paraît tout à fait normal puisque c'est l'armée libyenne qui occupe le nord du Tchad et que c'est la Libye qui a pris l'initiative de cette occupation, qui a nécessité et justifié l'intervention française. Je ne veux pas débattre de ce qu'on appellerait la fiabilité du colonel Kadhafi. Il est en vérité responsable de la politique de son pays et il est bien normal que la France discute avec lui.\

QUESTION.- Pensez-vous vraiment, monsieur le Président, que l'affaire tchadienne se résume à l'agression d'un gouvernement légal par un pays étranger ? N'y-a-t-il pas plutôt une paix française contre une paix libyenne ?

- LE PRESIDENT.- Non, il ne faut pas dire cela. Le Tchad est en guerre depuis très longtemps £ cela fait une quinzaine d'années. La France est intervenue plusieurs fois. La France a fait une guerre au Tchad en 1969 £ cette guerre a duré trois ans et elle s'est terminée assez médiocrement £ la France s'est retirée et, en fait, rien n'avait été changé à la situation. Cela a repris plus tard, en 1976, etc .. Et lorsque les soldats libyens se sont présentés chez Goukouni à N'Djamena en 1980, les forces françaises ont évacué la capitale du Tchad, laissant donc le colonel Kadhafi et les troupes libyennes occuper la totalité du Tchad. Voilà les deux exemples tout à fait différents qui me sont proposés : devais-je y chercher une leçon pour l'avenir. Bien entendu, j'en tiens le plus grand compte, mais voyons devant qu'elle situation je me suis trouvé et avec

moi la France. Les armées libyennes sont entrées au Tchad, en dépit de ce qui a été affirmé ici ou là : elles seules étaient en mesure d'apporter l'armement et la logistique et en même temps la capacité de mener une guerre moderne et elles s'approprièrent à occuper tout le Tchad.

Suite réponse sur la politique française en Afrique

- Occuper tout le Tchad, c'était provoquer la déstabilisation de toute une région de l'Afrique. A l'Est, c'étaient essentiellement l'Egypte et le Soudan qui se trouvaient, le cas échéant, visés, et au Sud et à l'Ouest, c'étaient les pays d'Afrique noire. Or, dans les pays d'Afrique noire, la France dispose, je le crois, d'un grand prestige, en tout cas d'une grande confiance. La plupart des pays d'Afrique noire ont des accords avec la France, certains même des accords militaires, et aucun d'entre eux ne désirait avoir pour voisin direct l'armée libyenne, en sachant fort bien les manoeuvres, les opérations politiques et militaires qui risquaient de se dérouler.

- Je me suis donc trouvé devant une demande absolument générale de l'Afrique noire, surtout francophone, disant à la France : alors, qu'est-ce que vous faites ? Je suis responsable de la présence de la France dans le monde. Je ne cherche pas à intervenir n'importe où, n'importe comment. Mais là où la France, à travers le temps, à travers l'histoire, a marqué sa présence, là où nous avons des intérêts, où nous avons des relations humaines, confiantes et puissantes, comment ignorer cet appel qui était fait ? Comment ne pas l'entendre ?

- Je pense aussi que la France, il convient qu'elle soit respectée, là où elle intervient. Si vous regardez la carte du Tchad, vous verrez que le Nord est, à l'heure actuelle, occupé par l'armée libyenne ce qui peut-être, justifie votre question et quant au Sud, c'est même plus que le Sud : la frontière de fait entre les armées se trouve plus au Nord qu'au Sud. Qu'est-ce que le Nord ? C'est 150000 personnes, nomades et 0 % de production. Et qu'est que le Sud ? Je simplifie un peu : c'est 4 millions et demi d'habitants, c'est la totalité de la production et, surtout - je demande à ceux qui écoutent qu'ils regardent bien la carte - c'est toute l'Afrique noire qui se trouve au contact aujourd'hui de l'armée française et qui serait autrement au contact de l'armée libyenne.

- D'autre part, c'est le gouvernement du Tchad - reconnu comme tel, pas simplement par la France, mais par l'Organisation de l'unité africaine `OUA`, par l'Organisation des Nations unies `ONU`, par toutes les institutions internationales - qui nous a appelés à l'aide. Nous avons donc vraiment le droit pour nous et, je crois, le juste intérêt du pays. On peut s'y refuser, mais alors on peut aussi se refuser à ce que la France joue un rôle dans le monde là où, je le crois, elle a des devoirs. A ces devoirs, je suis personnellement très sensible.

QUESTION.- Monsieur le Président, si vous le voulez bien, nous passons maintenant à un autre problème de politique étrangère qui doit vous préoccuper, puisqu'il s'agit du Liban.

- QUESTION.- Les soldats français se sont réinstallés aujourd'hui à un carrefour stratégique entre Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est. Cela leur a permis de rouvrir un passage entre les deux parties de la ville et d'assurer à nouveau leur mission de sécurité, difficile à remplir ces dernières semaines. La situation du contingent français, depuis seize mois, a évolué en fonction des événements. Fin janvier, ce contingent s'était replié sur des positions jugées plus sûres, mais auparavant il avait activement participé, entre autres tâches d'assistance, au déminage de la capitale libanaise. Sur la vie de ces soldats à Beyrouth, voici deux instantanés de Thierry de Scitivaux et Raymond Girard qui montrent quelles difficultés les militaires français ont affrontées à Beyrouth depuis la fin de l'été.

- (passage de film).

- QUESTION.- Une petite précision sur ce reportage. On a parlé du redéploiement des troupes françaises et je voudrais simplement signaler qu'elles n'occupent plus précisément, aujourd'hui, cet hôtel Holliday Inn que nous venons de voir.

QUESTION.- Monsieur le Président, comme on vient de le voir, en tout cas dans la seconde partie du reportage, la tâche des Français au Liban consiste de plus en plus à se protéger. Alors, va-t-on suivre les autres contingents de la Force multinationale qui paraissent vouloir quitter le pays ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez eu raison de noter que les dernières images sont déjà un peu anciennes. Anciennes ... à 48 heures près et les choses vont si vite là-bas .. Mais s'il est exact que pendant quelques jours, et même davantage - plus d'une semaine - les troupes françaises ont été obligées de se protéger elles-mêmes contre un bombardement intensif. qui a fait d'ailleurs

des dangers de se protéger elles-mêmes contre un bombardement intensif, qui a fait à elle-même plusieurs victimes chez elles, aujourd'hui on sent qu'elles sont en mesure d'agir pour remplir les missions qui leur sont assignées.

- C'est ainsi que des ressortissants américains ont dû passer, pour assurer leur sécurité, de la zone Ouest à la zone Est. A qui les différentes parties en présence - c'est-à-dire d'un côté l'armée libanaise, de l'autre côté Amal, etc ... - ont-elles demandé d'assurer, de convoier cette mission d'évacuation ? Aux Français. Et ils l'ont fait.

- De la même façon, nous sommes en mesure aujourd'hui - nous avons pris naturellement des mesures pour cela - d'intervenir à tout moment pour assurer la sécurité des ressortissants français. Les ressortissants français peuvent rentrer en France s'ils le désirent. Ils sont en contact avec l'ambassade qui dispose d'un numéro de téléphone de référence qui leur permet à tout moment de la toucher, et nos soldats sont aussitôt informés. Mais je dois dire que, jusqu'à présent, il n'y a eu, à ma connaissance, que deux demandes de rapatriement de deux mères de famille qui, naturellement, éprouaient le plus grand besoin pour elles-mêmes et pour les leurs de rentrer en France. Deux seulement sur un total, difficile à estimer, d'environ 3000 Français de souche, et puis d'un certain nombre de milliers de Français - 2000, peut-être 3000 - qui sont franco-libanais.\

` Suite réponse sur le conflit du Liban `

- Nos soldats peuvent donc bouger et ne sont plus maintenant enfermés, je dirais même enterrés, pour tenter de se défendre contre des coups qui, présentement ne leur sont pas destinés.

- QUESTION.- C'est très récent, surtout depuis quarante-huit heures, disons ...

- LE PRESIDENT.- Absolument, oui mais que faisons-nous là-bas ? Pourquoi y sommes-nous allés ? Parce que cela nous était demandé. On était force d'interposition - c'est un terme qui n'est pas facile à comprendre - pour séparer l'armée israélienne et l'armée palestinienne. Rappelez-vous ! On a un peu oublié cela. Il s'est passé tellement de choses depuis lors £ mais c'était dramatique ! Nous avons sauvé 4000 Palestiniens environ, que nous avons rapatriés du côté de la Tunisie.

Ensuite, pourquoi y sommes-nous retournés ? Parce que le malheur a voulu que, quelques jours après notre retrait - nous avons rempli notre mission, nous n'avions pas de raison de rester, c'était le même cas qu'aujourd'hui - il y ait eu Sabra et Chatila, le massacre de 1500 femmes, enfants, vieillards musulmans. Chacun s'en souvient .. Epouvantable spectacle !

- On a demandé à la France de revenir. Toutes les fractions, toutes les parties, tous ceux dont, à l'heure actuelle, on entend parler comme adversaires au Liban, tous les Libanais nous ont demandé de revenir pour sauvegarder ceux qui se trouvaient là. A-partir de là, à tout moment, ceux qui c'était un village chrétien, c'était une communauté autre ... enfin, les religions, les ethnies ... et nous avons - on vient de le montrer à l'instant - déminé, aidé, permis aux gens de survivre. Les soldats français, dont on peut vraiment admirer le courage, la tenacité, qui ont un esprit étonnant et formidable - je les ai vus et je reste en contact constamment avec eux - ont rempli une tâche qui leur vaut, croyez-moi, l'amitié, le respect des Libanais. S'il est arrivé de terribles actes de terrorisme - on s'en souvient aussi - cela est je le crois, tout à fait, venu de consignes et d'actions menées de l'étranger, menées de l'extérieur du Liban.

- QUESTION.- On a l'impression que vous en parlez un peu au passé, des Français, en ce moment, au Liban ...

- LE PRESIDENT.- Je suis en-train de vous relater comment les choses se sont passées depuis que nous sommes allés au Liban, et pourquoi. Je suis obligé, parlant français, de parler soit à l'imparfait, soit au passé.\

` Suite réponse sur le conflit du Liban `

- QUESTION.- Tout cela pour vous dire que vous ne répondez pas directement à ma question : on reste, ou pas ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, nous avons des missions à remplir. Nous avons d'abord à assurer la sécurité de nos ressortissants £ j'ai dit à peu près quel était leur nombre. En plus, ils ont là-bas des intérêts, il y a beaucoup d'écoles, il y a des professeurs, il y a des religieux, il y a des gens qui sont enracinés là-bas, et qui ont porté très haut le nom de la France. Il faut les protéger. Ils n'ont pas l'intention de s'en aller.

- Il est important pour nous de voir comment nous pouvons contribuer à ce que se pacifient les esprits, que les dirigeants tentent de se réconcilier ou de se rapprocher, pour que cette réconciliation nationale assure à nos concitoyens une sécurité indéfiniment et mais dans un Etat de droit, cela est nécessaire.

- D'autre part, nous nous sommes adressés au Conseil de sécurité des Nations unies `ONU` et pas depuis huit jours, contrairement à ce qui est répété. C'est une constante de la politique française : nous estimons que le relais par les forces internationales des Nations unies est une nécessité, si l'on veut éviter qu'au Liban reprennent des massacres. Nous l'avons dit depuis sept ou huit mois déjà et nous sommes intervenus plusieurs fois, et avec plus de force encore, la semaine dernière, parce que l'on apercevait que le drame allait s'accomplir.\

`Suite réponse sur le conflit du Liban`

- Je dois dire que ceux qui ont gagné la bataille de Beyrouth-Ouest, autour des forces d'Amal et de Berri, se comportent avec un très grand sens des responsabilités et sont en relation avec le commandement français. Il existe à l'heure actuelle une relation de caractère cordial. Je suis moi-même resté constamment en relation épistolaire et parfois téléphonique avec tous les chefs de tendances. J'étais en correspondance avec Wallid Jumblatt, que j'avais convié à venir à Paris récemment, ainsi qu'avec les dirigeants chiites. Tout en étant tout à fait loyaux avec le président légitime Amine Gemayel dont la situation est naturellement très compromise, mais on ne sait pas ce qui va se passer - nous avons toujours voulu que l'on sache, au Liban, que nous n'y avons pas d'ennemis et que, pour nous, les Libanais, c'étaient tous les habitants de ce pays, qu'ils fussent chrétiens ou musulmans, d'une secte chrétienne - il y en a beaucoup - ou d'une secte musulmane, et qu'il y en a encore beaucoup d'autres.

- Là encore, la solution de ces problèmes est l'affaire des Libanais, comme pour le Tchad, c'est l'affaire des Tchadiens, le jour où cela sera possible. L'intention d'y rester ? Déjà, les trois autres contingents ont reçu l'ordre de partir. Je n'ai pas donné cet ordre au contingent français, mais je me tiens prêt.

- Aider nos ressortissants, assurer leur sécurité, hâter la décision du Conseil de sécurité `ONU`, et si possible, hâter le moment où les véritables responsables d'opinion du Liban auront la sagesse de s'entendre sur une solution nouvelle : alors nous aurons fait ce que nous devons faire. Naturellement, je n'exposerai pas la vie de nos soldats, qui méritent, eux aussi, d'être aidés, au-delà de la nécessité.

- QUESTION.- Eh bien, monsieur le Président, je vous remercie. On aurait vraisemblablement d'autres questions à vous poser à propos de la situation au Liban, mais comme on a l'habitude de le dire dans cette émission : le temps presse. On a d'autres sujets à aborder et je vous propose de regarder la seconde partie de la semaine, commentée par Gislaïne Laurent.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la semaine dernière vous avez dit "j'ai fait mon choix, le temps n'attend pas" à propos de ce plan sur les restructurations industrielles, sur lequel d'ailleurs nous reviendrons tout à l'heure avec un reportage, mais auparavant une ou deux questions. Ce plan paraît assez complet, mais la question qui se pose, c'est celle d'abord de son financement. S'il s'agit de prendre de l'argent aux entreprises pour payer la reconversion des ouvriers qu'elles auront licenciés, on a un peu l'impression, avouez-le, de tourner en rond.

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas comme cela que les problèmes se posent. De toute façon, les entreprises ont naturellement des charges lorsque des travailleurs partent au chômage.

- QUESTION.- Il faut reconnaître que c'est un peu ce que craignent certains patrons.

- LE PRESIDENT.- Ils le craignent et, dans ce cas là, il faut qu'ils se rassurent. Nous voulons nous entendre avec l'ensemble des partenaires sociaux pour que le plan de modernisation de l'industrie soit véritablement nourri de facteurs nouveaux, d'éléments nouveaux, le cas échéant d'argent frais. C'est pourquoi nous menons une politique qui tend à développer l'épargne. C'est pourquoi nous avons une politique qui tend à multiplier la création d'entreprises. On ne peut vivre simplement sur son fonds. Il faut créer de nouvelles richesses. Nous en parlerons tout à l'heure, je suppose.\

QUESTION.- Dans ce plan on parle de grandes zones de restructuration, de grands secteurs

économiques, mais n'y a-t-il pas de petites zones ou des secteurs oubliés ou sacrifiés, par exemple le bâtiment, on l'entend dire en tout cas par les patrons, la chimie, le textile, et même quelques petites zones géographiques ?

-LE PRESIDENT.- Oui, cela me préoccupe beaucoup. Des zones oubliées ? L'expression qui a été employée à juste-titre par le gouvernement, est celle de "pôles" autour desquels s'organiseront les restructurations. Il est vrai que l'on risque souvent de commettre des injustices lorsque l'on ne pose que le problème de la Lorraine - on a raison naturellement de le poser - là où se trouvent,

comme dans le Nord, de grandes masses ouvrières, des ouvriers très qualifiés et où toute l'économie de la région repose sur cette capacité de travail et d'emploi. Si on veut sauver ces régions - et on le veut - Il faut absolument faire un effort particulier pour elles. Mais, en même temps, il m'arrive de penser à une région comme le Languedoc Roussillon, où il y a 14 % de chômage - comme en Lorraine - mais un chômage plus dilué qu'en Lorraine, moins saisissable.

-Vous avez eu raison d'en parler : je tiens absolument à ce qu'un effort soit fait pour le bâtiment et les travaux publics. Toute une série de grands travaux ont été lancés et j'attends du gouvernement - je sais qu'il y pense beaucoup - qu'un véritable coup de fouet soit donné à la relance du bâtiment.

-Il y a là quelques centaines de milliers de travailleurs qui pourraient trouver un emploi.

-D'autre part, c'est de là qu'irradie l'activité française. J'y tiens beaucoup et je n'insisterai pas davantage.\

` Suite réponse sur la politique de restructuration industrielle `

-Vous parliez de l'inquiétude des chefs d'entreprises. Naturellement, ils sont inquiets & cela fait des années et des années, bien avant notre arrivée, qu'ils n'investissent pas, qu'ils doutent de l'avenir, qu'ils se sentent à l'avance opprimés par l'ensemble des mesures que l'Etat prendra.

-Cette année, par exemple, on a fait beaucoup de cas de 22000 faillites ou liquidations judiciaires, c'est un record... Mais on n'a pas fait beaucoup de cas des 81000 créations d'entreprises nouvelles, c'est aussi un record.

- Ce qui veut dire que la France bouge, mais d'une façon qui n'est pas harmonisée. Il y a des régions qui souffrent plus que d'autres, il y a des industries - celles dont nous parlerons, celles qui ont justifié l'effort de modernisation, de restructuration qui souffrent plus que d'autres : les chantiers navals, les charbonnages, la sidérurgie, l'automobile, les télécommunications.

- Il ne faut absolument pas que les mesures, les avantages accordés à l'implantation d'entreprises, par exemple au sud de la Lorraine, puissent attirer dans cette région les entreprises qui marchent en Champagne. Il faut éviter finalement que ces zones ne provoquent un glissement qui serait désastreux pour un certain nombre de régions. Il y a des régions comme la Bretagne, dans laquelle les télécommunications et bien d'autres choses encore exigent un effort.

- Ce qu'il faut c'est que les Français comprennent que nous devons moderniser nos industries pour réussir. Chaque fois que l'on m'annonce des suppressions d'emplois, mon premier réflexe est de me dire "comment créer de nouveaux emplois, pour le moins tout autant, mais dans des industries capables de supporter la concurrence". Parce que lorsque l'on se bat, il faut gagner. La France risque d'être distancée par des concurrents, Japonais, Américains - elle l'est déjà - par les Allemands, d'autres encore, et il ne le faut pas.

- IL faut absolument penser que c'est ne rien faire qui coûterait des emplois, qui coûterait de l'argent et finalement du désespoir.

- Il faut être le meilleur. Il y a un certain nombre de méthodes pour cela. Il faut d'abord aller hardiment vers les technologies nouvelles. Certes, il y a aussi les industries traditionnelles & j'ai parlé du bâtiment. Mais les technologies nouvelles s'imposent pour les industries, toutes les industries deviennent compétitives. Nous n'avons pas commencé d'aujourd'hui : nous l'avons fait pour le textile et la chimie, pour la machine outil, pour l'aluminium et nous sommes en train de réussir. Songez que pour les industries chimiques nous avons accru de 20 milliards le solde créditeur pour cette industrie que l'on pouvait décrire comme particulièrement en péril, il n'y a pas si longtemps.

- Là où cela ne marche pas, parce qu'on ne vend plus, qu'on ne fabrique pas les produits qui conviennent il ne faut pas tirer un trait dessus. Il faut moderniser, s'adapter. La crise, c'est

conviction, il ne faut pas être en état d'essoufflement. Il faut moderniser, s'adapter. La crise, c'est l'absence d'adaptation à la compétition internationale. Il faut raccourcir au maximum le délai pendant lequel on s'adaptera. Si ce délai est court, la crise sera courte et nous arriverons au bout de nos peines.\

QUESTION.- Monsieur le Président, tout à l'heure, en commençant notre émission, avant d'entrer sur le plateau vous nous avez dit que l'on pouvait vous poser les questions que l'on voulait.

- Je vous pose une question sous forme de caricature, c'est un dessin qui est passé dans le "Monde" cette semaine. On voit Pierre Mauroy devant un gouvernement en état-de-siège. A côté il y a Georges Marchais qui fait le grand écart avec sur sa tête Henri Krasucki qui sonne le tocsin. Qu'est-ce que vous en pensez ?

- LE PRESIDENT.- Il est très talentueux, mais Plantu m'y a habitué...

- QUESTION.- C'est à propos du plan.

- LE PRESIDENT.- Oui, je vois bien, c'est pour montrer qu'il y a une distanciation pour le moins entre les différents partis de la majorité, entre le Parti communiste, ceux qui le dirigent, et puis les autres.

- Une caricature a pour objet d'être polémique et de ce point de vue, elle est très bien faite. Mais j'espère que je serai en mesure de rassembler autour de ce plan.\

Ce plan tend non seulement à restructurer l'industrie, à la moderniser, mais il s'accompagne d'un plan social : grâce aux congés de conversion, de formation, des travailleurs vont être en réadaptation pendant un maximum de deux ans. Ils vont réapprendre des technologies, ils pourront être formés aux métiers que l'on pratique, et pas, comme c'est trop souvent le cas, à des métiers qui sont désuets, auxquels on ne pense plus, qui font partie du passé.

- Il y a en plus un volet économique : la création d'entreprises. Nous avons déjà stabilisé les charges sociales nous sommes en train de lutter pour diminuer les coûts financiers et nous avons réduit l'intérêt de l'argent, au cours de ces derniers temps, d'un peu plus de 2 %. Nous avons multiplié les crédits à des taux d'intérêt particulièrement intéressants £ bref nous faisons tout ce que nous devons faire. C'est dur, parce que, d'une part toute une partie de l'opinion, qui nous est hostile se dit "ils n'y arriveront pas". Certains se disent, "pourvu qu'ils n'y arrivent pas". Et d'autre part, tous ceux qui croient en nous, qui veulent que nous réussissions, sont frappés, souffrent dans l'angoisse. Car après tout disent-ils, nous avons surtout pour mission, au service de toute la France, de rendre un peu plus de justice et de chances à ceux qui n'en ont jamais eues. Et voilà qu'en raison des modernisations, des coupes sombres qui se produisent aujourd'hui dans certaines industries traditionnelles, ceux dont je vous parle peuvent se dire: "c'est ce gouvernement de gauche, celui qu'on a voulu qui va nous sacrifier" !

- Nous ne voulons pas les sacrifier, nous voulons qu'ils aient leur chance. Je crois aux chances de la France. Je voudrais que l'ouvrier dans son coin, l'employé qui se croit le plus oublié, sache que c'est pour moi un souci quotidien. Cela ne veut pas dire que je ne pense qu'à eux, mais je pense d'abord à eux. Avec les mois qui viennent et les mesures que nous avons prises, nous y arriverons.\

QUESTION.- On va conclure sur ce chapitre, puisqu'on va vous proposer un reportage.

Enfin les questions sous forme de dessins passent moins bien que les questions directes.

- LE PRESIDENT.- Que voulez-vous que je vous dise ? Ce dessin est bon. Plantu fait une drôle de tête à Mauroy !

- QUESTION.- Mais surtout la CGT, mais aussi la CFDT, prennent un peu de distance vis-à-vis du gouvernement ?

- LE PRESIDENT.- C'est évident, et je lis les journaux moi aussi. Il faut voir comment cela peut cesser, pour que la majorité vraiment au coude à coude affronte les problèmes de la France, les domine. C'est possible, je continue de le croire, et je donnerai pour cela les coups de pouce nécessaires. Mais si cela n'était pas possible, j'aviserai.

- QUESTION.- Monsieur le Président, nous vous proposons maintenant un reportage sur ce sujet.

- QUESTION.- Dunkerque a connu dans les années 60 ` 1960 ` un double boom économique. La région aujourd'hui se trouve malade de ses deux activités. Usinor Dunkerque parle de supprimer

2000 emplois et toutes les entreprises de la ville dépendant plus ou moins de la sidérurgie, craignent d'être touchées par cette bourrasque de la restructuration. Enquête de Francine Buchi dans une PME de Dunkerque. (Passage de film).\

QUESTION.- Monsieur le Président, à travers les propos de ce patron, donc trois problèmes dans ce reportage : la liberté d'embauche, de débauche, la liberté de licenciement en fait, l'attitude des banques nationalisées qui devaient être au service de grands objectifs nationaux et qui, d'après ce patron, se montrent un petit peu pingres £ et puis l'attitude de ce patron qui lui fait préférer des jeunes plutôt que d'envisager des ouvriers reconvertis.

- LE PRESIDENT.- Pour les licenciements, en fait, à ma connaissance 90 % des licenciements demandés sont obtenus, après négociation, discussion évidemment, avec l'inspection du travail, ce qui est bien normal. Nous avons quand même une collectivité nationale qui a pour devoir de protéger les travailleurs.

- Ce qui est vrai dans l'observation de M. Joly, celui qui vient de s'exprimer, c'est que c'est un peu trop lent. Le patron de cette PME qui souhaite licencier, obtient satisfaction parce que c'est un homme sérieux et qu'on sait que ce qu'il demande est souvent nécessaire. Mais il obtient une réponse tardive, et la lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciements est souvent une cause de difficulté. Il faut corriger cela.

- Pour les banques, vous savez, vous dites "banques nationalisées". J'ai l'impression que les banques privées faisaient pareil. Je n'observe pas de différence entre les unes et les autres ...

- QUESTION.- On pouvait en attendre plus de compréhension...

- LE PRESIDENT.- On pouvait en attendre plus de compréhension .. Je suis heureux de cette marque de confiance que vous manifestez à l'égard des nationalisations. Moi aussi, je suis quelquefois obligé de me fâcher par ce que j'observe ici et là £ il n'y a pas beaucoup de rapidité et peut-être même certains refus de considérer tout ce qui pourrait être utile pour l'économie de demain. Mais aussi, il faut comprendre les banques. Elles ne peuvent pas faire tout et n'importe quoi, et tout le monde leur demande leur crédit.\

` Suite réponse sur la reconversion d'une PME `

- Je voudrais insister là-dessus : ce qui est très intéressant dans le -cadre de cette entreprise que vous avez choisie, c'est qu'elle a su s'adapter à temps. C'est dire qu'elle est venue illustrer - ce n'était pas prévu - mon propos de tout à l'heure. Elle travaillait pour la construction navale, elle travaillait pour la sidérurgie, deux industries en crise, faut-il y insister. Il ne faut pas, je le répète, tirer un trait sur ces deux industries, mais enfin il fallait penser à autre chose. Et ce monsieur s'est attaqué à ce problème en fabriquant des robots, en entrant en relation avec une société de logiciels.

- Vous savez qu'en-matière de logiciels, c'est-à-dire ce qui est contenu dans la mémoire des ordinateurs - ce n'est pas le mécanisme sur lequel on n'est toujours pas très avancé - pour l'intelligence, le programme, la France est vraiment numéro un à l'heure actuelle dans le monde. Et M. Joly a tout de suite pensé qu'en s'adressant à cette intelligence et à ces programmes, il pourrait disposer du moyen de développer une robotique. Et les résultats sont là, il est en-train de réussir. Bref, il a été prévoyant. Il a bénéficié d'aide, mais c'était bien normal £ on ne va pas lui disputer cela. C'est surtout dû à son mérite et à celui de ses ouvriers. Très bien.

- Ce problème de la caution personnelle est vraiment très dur. Cela fait partie des mesures traditionnelles exigées par les banques £ il faudra peut-être y penser. Je lui indique quand même, à M. Joly, que s'il réembauche des travailleurs qui appartiennent à des industries en restructuration, il recevra une prime de 45000 F. Et, s'il préfère prendre des jeunes, ces jeunes vont, dès maintenant, disposer de moyens de formation tout à fait considérables, sans commune mesure avec ce qui était fait auparavant.

- Enfin, s'il investit, et il faut toujours investir, le Fonds industriel de modernisation d'une part et d'autre part l'ANVAR, la société qui met en valeur toutes les technologies nouvelles, seront à ses côtés. Cela dit, et je le répète, le développement très puissant de nos petites et moyennes entreprises nous a valu un progrès absolument stupéfiant pour nos exportations qui ont augmenté de 90 milliards par-rapport à l'année précédente ! Nous sommes, depuis quelques

mois, en situation d'équilibre et nous arriverons, je crois, à un équilibre sur l'année ou peut-être dans l'espace de deux ans. Et c'est dû à des hommes comme lui qui, non seulement produisent, mais qui exportent. Alors je voudrais l'encourager et pas seulement par des discours.

- QUESTION.- Je crois que c'est fait, monsieur le Président.

- LE PRESIDENT.- Si je peux, par mon action quotidienne, prouver que ce que je dis entre dans les faits, je le ferai avec grande joie.\

QUESTION.- Je vous propose maintenant, monsieur le Président, toujours aussi rapidement, la troisième partie : l'actualité de la semaine. (passage d'un film).

- QUESTION.- Alors si vous le voulez bien, monsieur le Président, commençons par la disparition de Youri Andropov. Vous avez laissé entendre avant-hier que cela ne changerait pas grand chose. En tout cas vous avez dit, je crois : pas de nouvelles difficultés à prévoir après la disparition de Youri Andropov. Qu'est-ce que cela signifie ?

- LE PRESIDENT.- Je ne connaissais pas Youri Andropov. J'en avais donc simplement un sentiment tout à fait extérieur : un forte personnalité, avec beaucoup de force intellectuelle et la continuité - essentiellement la continuité - de la politique extérieure soviétique. C'est, après tout, ce qui m'importe le plus dans la situation présente, bien que je m'intéresse beaucoup à la situation intérieure de ce pays, mais c'est une autre affaire. Pourquoi est-ce que cela changerait ? De toute façon, il faudra aller vers le dialogue. La France y prendra sa part et elle le facilitera autant qu'il sera possible. Je compte donc entretenir avec l'Union soviétique, avec le successeur de M. Andropov, ce qui était déjà amorcé du temps de son vivant.\

QUESTION.- Alors, avant d'en venir aux questions les plus importantes de cette partie de l'actualité de la semaine, c'est-à-dire votre tournée européenne et les agriculteurs j'aimerais vous poser une question sur - on l'a vu à travers ces images - la dureté, la violence même qui s'installe dans le débat politique français. On vient d'entendre à nouveau Jacques Toubon, l'un des trois députés sanctionnés à l'Assemblée nationale. Le Président du RPR, Jacques Chirac, vous a envoyé une lettre. Vous n'avez pas l'intention d'y répondre ?

- LE PRESIDENT.- Non. Vous savez, personne, à vrai dire, ne m'entraînera dans des querelles partisans. Beaucoup cherchent naturellement, à m'y mêler. Mais moi, je ne le veux pas. Je compte mener à bien la politique dont je suis responsable, qui ne peut pas plaire à tout le monde. Mais je veux aussi sur l'essentiel - la défense, les grandes lignes de politique extérieure, peut-être aussi, du moins je l'espère, la défense des libertés fondamentales, la justice sociale enfin - vraiment rassembler les Français.

- Moi, je ne m'en suis jamais pris aux personnes. J'ai été pendant longtemps dans l'opposition, on le sait. J'avais souvent la dent dure, mais je ne m'en suis jamais pris aux personnes et je déplore que les passions qui s'avivent aujourd'hui n'épargnent plus rien et offrent à l'opinion publique un spectacle contestable, pour le moins.\

QUESTION.- Avez-vous l'impression que l'affaire des "avions renifleurs", ou l'affaire Elf-Erap, comme on peut l'appeler, était là pour calmer le débat politique en France ?

- LE PRESIDENT.- Dans ce cas-là, il faudrait poser la question à la direction des impôts. Car c'est la direction des impôts qui, déjà avant notre arrivée, en 1981, avait mis ... comment dirai-je ?... le doigt sur l'abcès. C'est la direction des impôts qui, faisant son métier, a relevé un certain nombre d'anomalies pour, je crois, quelque chose comme 500 millions de francs, c'est-à-dire 50 milliards de centimes. Voilà, c'est tout.

- Voyez-vous, lorsque Pierre Mauroy `Premier ministre` m'a téléphoné, quand il eut reçu le rapport des mains de M. Barre - et qu'il en eut pris connaissance, sur l'essentiel - pour me dire : "je souhaite le publier. Est-ce que vous me donnez votre accord ?" Je lui ai répondu : mais, supposez que je vous dise non ! Alors, je vais "étouffer" ?... Quel scandale ! J'ai dit "oui" ... et cela a été quand même un scandale ! Voyez : ce n'est pas facile, la responsabilité politique ...\

QUESTION.- Pour rester encore une seconde sur ce chapitre, monsieur le Président, la SOFRES vient de publier un ouvrage de statistiques dans lequel on constate une nouvelle fois la dégradation des opinions favorables aux hommes politiques de votre majorité. Cependant, les points perdus par la majorité ne sont pas récupérés par l'opposition. Alors, on peut se demander si, en France, aujourd'hui on n'assiste pas à une dégradation générale de l'image des hommes

si, en France, aujourd'hui on n'assiste pas à une dégradation générale de l'image des hommes politiques. Vous ne pensez pas que c'est une situation dangereuse ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous dire quelque chose & j'ai toujours entendu cela. D'abord quand j'étais étudiant - c'était dans les années autour de 1934 - puis à la guerre, lorsque je suis devenu responsable politique juste pendant la guerre et juste à ses lendemains. Et puis il y a eu 1958 et le changement de régime. Il y a eu 1968 et ce que vous savez. J'ai toujours entendu dire cela !

- Aujourd'hui, il importe quand même aux responsables politiques de se faire davantage respecter. Ils obtiendront ce respect s'ils se respectent eux-mêmes. Voilà ce que je pense de cette affaire. Je crois que lorsque les grands débats vont reprendre autour des choix fondamentaux pour la France, à ce moment-là les Français se passionneront de nouveau pour les objectifs et les choix. Il y a beaucoup d'hommes politiques de valeur en France, dans l'opposition et dans la majorité. J'espère que les choses reprendront leur -cours au niveau qui convient.\

QUESTION.- Monsieur le Président, une question un peu complémentaire à cet aspect de l'actualité. Il semble que ces temps derniers, ce sont des hommes non politiques - enfin, des acteurs des écrivains - qui aient pris le relais. Que pensez-vous, par exemple, du "phénomène Montand", de ce qu'on a appelé le "phénomène Montand" ?

- LE PRESIDENT.- Vous suivez l'idée de votre confrère, comme si vous ne m'aviez pas écouté !

- QUESTION.- Si, je vous ai écouté, monsieur le Président, mais je voulais vous faire préciser, sur ce point.

- LE PRESIDENT.- J'ai dit : il y a beaucoup d'hommes - et de femmes, aurais-je dû ajouter - de valeur qui peuvent parfaitement illustrer la politique française, qui en ont les capacités intellectuelles, morales et politiques. Je ne suis pas du tout pessimiste.

- Mais dans les moments de creux - c'est arrivé en 1980, et même début 1981 lorsque je lisais partout qu'il n'y avait plus d'hommes politiques et que les Français ne se passionneraient plus pour la campagne présidentielle... et puis, voyez ce que cela a donné, les enthousiasmes que nous avons ressentis - c'est vrai que dans ces moments de creux, un certain nombre de gens, qui ont de la qualité, qui sont écoutés pour d'autres raisons, lorsqu'ils s'expriment avec bon sens - pas toujours dénués d'esprit partisan - lorsqu'ils y mettent leur cœur et leur raison, avec talent, comme c'est le cas d'Yves Montand - avec un grand talent - ils trouvent naturellement un écho.

- Moi, cela ne me choque pas. Je ne suis pas naturellement d'accord avec tout ce qu'il dit. Il y a même des choses qui peuvent me paraître peu acceptables, mais je n'ai pas à en juger. C'est une personnalité intéressante, c'est un homme qui mérite la sympathie, et puis... et puis, disons les choses : quel talent ! Si tous les hommes politiques en avaient autant, alors, en France, on ne s'y reconnaîtrait plus !

- QUESTION.- Parfois, il monte jusqu'au sommet ! Il s'appelle Ronald Reagan !

- LE PRESIDENT.- Ah, ça... C'est Yves Montand lui-même qui l'a dit : "J'ai plus de talent que Reagan comme acteur... J'en aurais peut-être moins comme homme politique". On verra bien.\

QUESTION.- Monsieur le Président, venons-en maintenant à des choses, en tout cas, beaucoup plus importantes pour l'avenir de la France et de l'Europe. Venons-en l'Europe, et puis aux agriculteurs.

- Vous vous êtes engagé ces jours derniers dans un véritable marathon européen. Vous avez donc le sentiment de pouvoir changer la donne entre ce qui s'est passé au sommet d'Athènes, qui fut un échec, et le prochain sommet de Bruxelles ?

- LE PRESIDENT.- Je fais tout pour cela. Je suis Président de la Communauté `CEE` pour six mois & c'est à tour de rôle, il y a 10 pays, chacun a son tour suivant l'ordre de l'alphabet & ce n'est pas une distinction extraordinaire mais, pour l'instant, c'est la France : 1er janvier 1er juillet. Or, il se trouve qu'en raison des échecs successifs de Stuttgart et d'Athènes, l'Europe, la Communauté des Dix est à bout de souffle & elle n'a plus d'argent. Alors, que va-t-elle faire ?\

` Suite réponse sur la CEE `

- Le Marché commun agricole est une chose considérable pour tous les agriculteurs de l'Europe, en-particulier pour les agriculteurs français & et, cependant, ils commencent à douter. On voit partout se dresser des révoltes. On finit par oublier que cela a apporté d'immenses bienfaits à l'agriculture française, qui représente 120 milliards pour l'exportation, dont 60 % rien que pour

la Communauté.

- Alors, on est dix, il faut donc que j'essaie de convaincre les neuf autres. Les contentieux sont nombreux. Il y a celui sur le budget, entre ceux qui trouvent qu'on dépense trop d'argent et ceux qui trouvent qu'on n'en dépense pas assez pour lancer des opérations.

- Il y a le problème de la contribution britannique. Mme Thatcher trouve qu'elle paye trop £ c'est vrai qu'elle paye beaucoup mais je ne vais pas me lancer dans une discussion trop technique à ce sujet. Elle trouve qu'elle paye trop, mais il ne faudrait pas non plus qu'elle demande trop. Alors, on discute...

- Il y a aussi des excédents laitiers. On produit de 103 à 104 millions de tonnes par an, et au-delà de 97 millions de tonnes, on est en excédent. Alors, on achète et on stocke. C'est très coûteux.

Que faire ?

- Il y a aussi ce qu'on appelle les produits de substitution, c'est-à-dire les produits agro-alimentaires américains, comme le soja et d'autres encore, les tourteaux qui entrent massivement en Europe, sans taxes. L'Europe a laissé faire et l'on nourrit tous les animaux avec cela, ce qui permet à des usines, en Hollande, en Angleterre, au Danemark, de nourrir à bas prix leurs animaux, de les vendre commodément, naturellement, sur le reste du marché, et de vendre le lait en faussant toutes les concurrences, et en bénéficiant en plus, de ce qu'on appelle les montants compensatoires monétaires, terme bien compliqué qui veut dire simplement que l'Europe accorde une prime à des pays à forte monnaie, comme l'Allemagne et la Hollande, et impose des taxes lourdes aux autres pays, ce qui défavorise nos producteurs, nos agriculteurs dans des conditions inadmissibles. Alors, nous demandons la suppression de ces montants compensatoires, en particulier sur le porc, qui n'ont aucune raison d'être.

- Et puis, il y a le fait d'augmenter les ressources : il faut le faire si l'on veut engager des politiques nouvelles, sociale, technologique, industrielle, spatiale. Et puis, si l'on veut élargir le Marché commun de dix à douze avec un pays pauvre comme le Portugal et un pays en difficulté comme l'Espagne, il faut prévoir des dépenses nouvelles.

` Suite réponse sur la présidence de la France de la CEE `

- Tout cela, c'est ce que j'ai à traiter. Alors, je vais partout. Pourquoi ? D'accord, c'est très vite fait. L'Europe est petite, le voyage le plus long, c'est Athènes, c'est-à-dire 3 heures. Le plus court, c'est 40 minutes. On va plus vite et plus facilement à Amsterdam qu'à Lyon. Je ne fais pas des miracles lorsque je vais ici ou là - sauf, comme on l'a dit au début, qu'il faisait assez mauvais temps et que cela n'a pas arrangé mes affaires. Mais je considère que c'est un devoir pour moi que d'aller dans tous ces pays et de discuter avec les responsables. C'est même une question de politesse et d'honneur à leur rendre : le plus petit pays vaut bien que la France se déplace.

- C'est tout ce que je puis dire. Je fais ce que je dois faire. Je ferai tout ce que je pourrai pour sauver la Communauté. Je ferai tout ce que je peux faire, pas davantage. Cela dépend des neuf autres aussi, et comme les décisions sont prises aujourd'hui, malheureusement, et contrairement au Traité de Rome, à l'unanimité ou pas du tout, les risques restent grands.

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous remercie en tout cas sur ce chapitre, nous terminerons comme d'habitude avec la télévision...

- LE PRESIDENT.- Vous n'avez pas parlé des agriculteurs et particulièrement des agriculteurs bretons, je voudrais dire deux mots à ce sujet...

- QUESTION.- Je pensais que vous vouliez englober...

- LE PRESIDENT.- J'aurais dû le faire, mais un mot simplement. J'assiste comme vous à la colère des agriculteurs bretons et spécialement des producteurs de porcs et je voudrais leur dire : si vous souffrez de cette situation, c'est parce qu'en 1969 on a créé à la demande du gouvernement français, les montants compensatoires et c'est parce qu'en 1971 on a décidé que ces montants compensatoires, au lieu d'être payés par chacun des pays, seraient payés par la Communauté `CEE` qui, aujourd'hui, paie avec notre argent les avantages des producteurs Allemands, ce qui punit les agriculteurs ou les producteurs bretons. Si l'on a supprimé récemment des avantages sur les tarifs de la SNCF, c'est parce que la Communauté nous l'a demandé en 1979, et que le gouvernement de l'époque - d'ailleurs il ne pouvait pas faire

autrement - a accepté. C'est dire qu'il n'y a aucune raison pour que ces agriculteurs, ces jeunes agriculteurs qu'il faut aider, qu'il faut comprendre, se dressent contre le gouvernement et le pouvoir, dont l'action simplement, est hypothéquée par des décisions nationales ou communautaires déjà très anciennes. Et moi, qu'est-ce que je fais ? Je demande qu'on nous débarrasse de toutes ces mesures qui désavantagent nos producteurs. Je voudrais qu'ils nous comprennent dans ce combat et qu'ils soient à nos côtés au lieu de casser les meubles dans les Sous-Préfectures.

- QUESTION.- Je crois que vous avez eu le temps de leur expliquer, monsieur le Président, puisque nous avons largement débordé le temps de cette émission...

- LE PRESIDENT.- J'y tenais.\

QUESTION.- Un petit mot encore pour dire que nous ne passerons pas ces nouvelles fameuses images créées par ordinateur, parce que nous débordons, mais nous aurons l'occasion, bien sûr, de les rediffuser, nous nous excusons auprès de l'INA.

- LE PRESIDENT.- Vous alliez m'expliquer que ces images sont formidables. Maintenant, on peut produire des images qui se passent simplement dans le cerveau de quelqu'un...

- QUESTION.- Exactement, ce sont des méthodes mathématiques.

- LE PRESIDENT.- Savez-vous que c'est une société française qui a remporté le prix cette année ? la société SOGITEC, je crois...

- QUESTION.- ...dont nous avons d'ailleurs les images.

-LE PRESIDENT.- ... elle a fabriqué une montre simplement avec ce qui se passait dans le cerveau de l'artiste et de l'ingénieur. Voilà des technologies nouvelles intéressantes.

- QUESTION.- C'est l'INA et la SOGITEC.

- LE PRESIDENT.- Il y a des expériences très intéressantes faites à l'heure actuelle à Angoulême pour les images les plus modernes et j'ai moi-même présidé, il n'y a pas longtemps, à l'Elysée, une réunion de quelques-uns des plus grands techniciens, avec le Président de l'Institut national de l'audiovisuel, M. Pomonti et quelques-uns des inventeurs les plus remarquables de ces images par ordinateurs.

- QUESTION._ Regardez la beauté de ces images. Comme nous avons, monsieur le Président, le plaisir et l'honneur de vous compter, parfois, parmi nos téléspectateurs nous nous promettons de vous rediffuser ces images un prochain dimanche, et c'est ainsi que nous allons devoir conclure cette émission. J'espère que vous avez pu aborder les grands chapîtres de l'actualité de cette semaine pour expliquer aux Français les grandes lignes de votre politique.

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie.\